



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Il-y-a-20-ans-Chirac-lachait-une-bombe>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue de presse > **Il y a 20 ans, Chirac lâchait une bombe**

13 juin 2015

Il y a 20 ans, Chirac lâchait une bombe

Source : *La Dépêche de Tahiti (13/6/2015)*

https://www.ladepeche.pf/Juin-95-fin-du-moratoire-des-essais-francais_a5993.html

Il y a 20 ans, Chirac lâchait une bombe



Le 13 juin 1995, le président de la République, fraîchement élu, Jacques Chirac, annonçait la reprise des essais nucléaires français dans le Pacifique (©INA).

Nous sommes le 13 juin 1995. Un mois après son élection à l'Élysée, Jacques Chirac annonce, lors de sa première conférence de presse présidentielle, que la France va reprendre ses essais nucléaires dans le Pacifique.

“Je crois, en effet, que le moment est venu pour la France d'arrêter une décision définitive dans le domaine de ses essais nucléaires quand, naturellement, nous préfererions tous ne pas avoir à reprendre d'essais nucléaires”, déclarait-il lors d'une édition spéciale à la télévision.

“Malheureusement, nous les avons arrêtés un peu trop tôt, en avril 1992, c'est-à-dire avant que la série qui devait nous permettre d'achever, ne soit terminée. J'ai donc consulté tous les experts civils et militaires, compétents et responsables, pour qu'ils me donnent leur sentiment sur les conséquences de cet arrêt, la possibilité de maintenir le moratoire ou au contraire la nécessité de terminer les essais interrompus”, précisait Jacques Chirac.

En violation du moratoire imposé par son prédécesseur François Mitterrand au printemps 1992, suspendant les essais nucléaires français, Jacques Chirac se justifiait ainsi.

“Je peux vous dire qu'ils ont été unanimes, unanimes pour m'indiquer que si nous voulions assurer la sûreté et la fiabilité de nos forces de dissuasion sur lesquelles

reposent notre défense et notre indépendance, si nous voulions passer au stade de la simulation en laboratoire dont on parle beaucoup aujourd'hui, c'est-à-dire la possibilité de faire dans des laboratoires des expériences qui sont, à travers les ordinateurs et les technologies naturellement modernes, mais sans avoir à recourir à des essais en vraie grandeur, si nous voulions le faire, nous étions obligés d'achever cette série d'essais nucléaires."

Six et non huit essais effectués

Quelques secondes plus tard, le président en précisait le nombre et leurs dates.

"Ils interviendront à partir du mois de septembre et seront, en tous les cas, terminés fin mai 1996, et peut-être avant."

Au final, ce furent six et non huit essais nucléaires qui ont été effectués pour cette "dernière salve".

Le dernier a eu lieu à Fangataufa le 27 janvier 1996.

Alors que le navire amiral de Greenpeace, le Rainbow Warrior, avait été coulé 10 ans auparavant dans le port d'Auckland par les services secrets français et les fameux faux époux Turenge, l'association écologique avait envoyé son sister-ship, le Rainbow Warrior II, en direction de Moruroa, peu de temps avant l'annonce présidentielle.

Mais à Tahiti, dans le Pacifique et dans le monde, les réactions oscillaient entre stupéfaction et consternation, suite à la décision chiraquienne de mettre fin au moratoire mitterrandien.

"Chirac l'a fait, sans doute, pour "marquer son territoire" si je puis dire, car en tant que gaulliste et héritier de la pensée du général de Gaulle sur la défense nucléaire, il fallait absolument qu'il montre que la grandeur de la France passait par la poursuite des essais, mais surtout, par une espèce de pied de nez à l'ensemble du monde", précise l'historien Jean-Marc Régnauld.

"Ce qui nous avait abasourdis, c'est surtout le fait qu'il décide cela de manière unilatérale, sans même un signe vers le peuple de ce pays", se souvient, quant à lui, Vito Maaamaatuaiahutapu du Tavini Huiraaatira.

De l'Église évangélique (pas encore protestante et ma'ohi) au regretté Boris Léontieff, les réactions étaient unanimes, c'était non.

À l'international, du nord au sud, de l'ouest à l'est, hormis quelques nations alliées.

Après de nombreuses manifestations, des événements dont tout le pays se souvient encore, un traité de Rarotonga (créant une zone dénucléarisée dans le Pacifique Sud, en mars 1996) et un traité de non-prolifération nucléaire (septembre 96), un démantèlement du Centre d'expérimentations du Pacifique et des indemnisations qui tardent, le combat n'est pas fini.

"On voit bien que des gens qui considéraient que les essais n'étaient pas dangereux, il y a 20 ans, se retournent aujourd'hui contre la France. On voit le mouvement antinucléaire se développer et sortir du champ indépendantiste", confie l'historien.

"La France, encore aujourd'hui, nous fait tourner en rond, les réponses ne sont

pas apportées”, argumente le politique.◆

Christophe Cozette

Jean-Marc Régnault, historien : “On voit le mouvement anti-nucléaire se développer et sortir du champ indépendantiste”

Il y a 20 ans, la décision “irrévocable” de la reprise des essais nucléaires français était annoncée par le président Chirac. Quels souvenirs gardez-vous de cette époque ?

"Je me souviens quand Jacques Chirac a annoncé sa décision, c'était un peu la stupéfaction parce que François Mitterrand avait dit qu'après lui, personne n'oserait reprendre les essais. Mais Chirac l'a fait, sans doute, pour “marquer son territoire” si je puis dire, car en tant que gaulliste et héritier de la pensée du général de Gaulle sur la défense nucléaire, il fallait absolument qu'il montre que la grandeur de la France passait par la poursuite des essais, mais surtout, par une espèce de pied de nez à l'ensemble du monde. La reprise des essais avait mis au ban des nations la France. Je me souviens d'affiches qui ridiculisaient Chirac en Australie, mais ce dernier a eu l'habileté de finir les essais un peu plus tôt que prévu et avait fait signer par Gaston Flosse le traité de Rarotonga qui interdisait les essais dans le Pacifique sud. À partir de là, la France a pu commencer à reconquérir son environnement diplomatique dans le Pacifique."

La Nouvelle-Zélande parlait même à l'époque d'“arrogance napoléonienne”...

"Oui, c'est un peu ça. On pourra toujours s'interroger sur l'utilité technique et militaire de la reprise des essais. La pression des militaires existait mais la décision de Chirac est beaucoup plus politique que technique et stratégique."

Était-ce aussi une décision politique de François Mitterrand à l'époque, une sorte de chasse-trappe pour son successeur◆ ?

"C'était en 1992 et il se préparait aux élections législatives de 93, c'était un cadeau fait aux écologistes de l'époque. Mais, en même temps, cela correspondait assez bien à une évolution en marche. Mitterrand pensait que la France ne pourrait pas encore longtemps encore être un pays qui ne respectait pas les traités internationaux. Après la chute du mur de Berlin, le monde n'était plus tout à fait le même. Et on pourrait même s'interroger même de l'utilité de la bombe atomique. La question est toujours posée aujourd'hui."

D'un point de vue historique, la page est-elle véritablement tournée ou non ?

"Il y a une caractéristique dans les territoires d'Océanie, c'est que le temps ne vient pas atténuer les conflits. Et comme le précise un historien-géographe de renom : “En Océanie, au contraire, les conflits prenaient de l'ampleur au fur et à mesure qu'on avançait dans le temps.” On voit bien que des gens qui considéraient que les essais n'étaient pas dangereux, il y a 20 ans, aujourd'hui, se retournent contre la France. On voit le mouvement

antinucléaire se développer et sortir du champ indépendantiste. Édouard Fritch, député en 87 et 88, avait dit, de mémoire, "Ceux qui protestent contre les essais nucléaires sont plus dangereux pour la Polynésie que les essais eux-mêmes". Les choses ont bien changé depuis, sa position personnelle, celle du Tahoeraa Huiraatira et même celle de Gaston Flosse."

Propos recueillis par Christophe Cozette

Vito Maaamaatuaiahutapu, représentant du Tavini Huiraatira à l'assemblée : "C'est un combat écologique"

(©Christophe Cozette)

Vous souvenez-vous de ce 13 juin 1995 ?

"Oui, bien sûr, c'est comme si notre cœur, notre âme avaient été transpercés, en prenant cette décision unilatérale, sans consulter le peuple polynésien."

Cela avait été un peu la stupéfaction générale à l'époque...

"Ce qui nous avait abasourdis, c'est surtout le fait que le président de la République décide cela de manière unilatérale, sans même un signe vers le peuple de ce pays."

Vous vous rappelez des jours qui ont suivi ?

"Bien sûr, j'y étais, nous y étions et pas seulement que le Tavini, il y avait plein d'associations également. Je pense que c'est la population entière qui a mal pris cette décision, ce qui nous a amenés à l'aéroport."

Pour vous, la page des essais est tournée ?

"Non, elle ne le sera jamais tant que cela ne sera pas clair dans notre esprit. La France encore aujourd'hui, nous fait tourner en rond, les réponses ne sont pas apportées. Je pense que ce pays doit être indépendant pour tourner cette page."

Avez-vous le sentiment que votre combat a été repris par d'autres ?

"C'était notre objectif. Ce combat n'appartient pas uniquement au Tavini, mais aux Polynésiens, aux gens du Pacifique, au monde entier. De nombreux Français ont également fait des grèves de la faim, suite à cette annonce. C'est un combat écologique."

Propos recueillis par Christophe Cozette

La Une de La Dépêche de Tahiti le 14 juin 1995.